

Conditions Générales d'Utilisation de La Gonette

*Adhérent
Utilisateurs*

Table des Matières

Chapitre 1 – La Charte de La Gonette.....	1
Chapitre 2 – Conditions d'utilisation.....	1
1. Conditions d'ouverture du Compte.....	2
2. Durée du contrat et modifications des Conditions d'utilisation.....	2
2.1 Durée du contrat.....	2
2.2 Modifications des Conditions d'utilisation.....	3
2.2.1 Modifications à l'initiative de La Gonette.....	3
2.2.2 Modifications imposées par des textes législatifs ou réglementaires.....	3
3. Fonctionnement du Compte.....	3
3.1 Modalités générales de fonctionnement du Compte.....	3
3.2 Les modalités d'acquisition de La Gonette.....	3
3.3 Moyens de paiement disponibles.....	4
3.4 Conditions particulières à l'ordre de paiement par virement.....	4
3.5 Conditions communes aux opérations de paiement par Virement et par Prélèvement.....	5
3.5.1 Dispositif de sécurité personnalisé.....	5
3.5.2 Modalités d'utilisation des moyens de paiement.....	5
3.5.3 Forme et irrévocabilité du consentement de l'Adhérent.....	5
3.5.4 Réception et exécution par La Gonette de l'ordre de paiement.....	5
3.5.5 Relevés des opérations.....	6
3.5.6 Responsabilité de La Gonette.....	6
3.5.7 Recevabilité des oppositions.....	6
3.6 Responsabilité de l'Adhérent.....	7
3.6.1 Principe.....	7
3.6.2 Opérations non autorisées effectuées avant l'Opposition.....	7
3.6.3 Opérations non autorisées effectuées après l'Opposition.....	7
3.6.4 Exceptions.....	7
3.6.5 Remboursement des débits non autorisés.....	7
3.7 Durée des conditions relatives aux moyens de paiement et résiliation.....	8
3.8 Réclamations.....	8
3.9 Découvert.....	8
4. Activités interdites.....	8
5. Informations.....	10
6. Remboursement de Gonettes en Euros.....	10
7. Sort du compte en cas de décès.....	10
8. La clôture du Compte.....	11
9. Conséquences de la résiliation du contrat.....	11
10. Données personnelles.....	11
11. Communication des données.....	12
12. Conditions tarifaires.....	12
13. Loi applicable, tribunaux compétents, langue.....	12
Annexe.....	12

Chapitre 1 – La Charte de La Gonette

Notre vision

- Nous voyons l'argent comme un outil au service de l'Humain au sein d'une économie réelle, libérée des marchés financiers.
- Nous considérons que la monnaie doit contribuer à l'harmonie entre l'Humain et la Nature.
- Nous croyons à l'émergence de l'abondance à travers les échanges, vraie source de richesses.
- Nous souhaitons vivre une expérience collective portée par La Gonette qui donnera un sens réel à l'économie.

Nos principes

- Local : Nous nous inscrivons dans un réseau vivant porteur d'une démarche citoyenne, dans le but de relocaliser des échanges économiques sur la région lyonnaise.
- Social : Nous coopérerons dans un esprit de solidarité et d'équité pour tisser un lien social juste et chaleureux.
- Humain : Nous sommes, ensemble, des acteurs de l'émergence de richesses humaines, dans un esprit de bienveillance.
- Écologique : Nous agissons avec la volonté de respecter la Terre et le monde Vivant.

Notre engagement

- Nous adhérons à cette charte de valeurs et nous nous engageons à vivre et à faire vivre cette expérience.

Chapitre 2 – Conditions d'utilisation

Préambule

La Gonette est une «monnaie locale complémentaire» numérique au sens des articles L.311-5 et L.311-6 du Code monétaire et financier, circulant sur le territoire de la région lyonnaise.

La Gonette est émise et gérée par MLC - La Gonette (abrévié La Gonette), association loi 1901, dont c'est l'unique objet social conformément à l'article L311-5 du Code monétaire et financier.

La gonette est à parité avec l'euro (1 gonette = 1 euro).

La contre-valeur en euros de l'intégralité des gonettes en circulation est déposée sur un compte bancaire dédié ouvert auprès de la Nef (le « Compte Dédié »). Ainsi, le remboursement des gonettes en euros est garanti à tout moment par l'existence d'un montant équivalent en euros déposé sur le Compte Dédié. Les fonds déposés sur le Compte Dédié bénéficient d'une protection réglementaire contre tout recours d'autres créanciers de La Gonette, y compris en cas de procédure d'exécution ou de procédure d'insolvabilité de La Gonette.

(<https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/media/2017/10/26/201710-position-2017-p-01-de-l-acp.pdf>).

1. Conditions d'ouverture du Compte

L'Adhérent se connecte sur www.lagonette.org pour ouvrir auprès de La Gonette un compte en gonettes numériques.

Sous réserve de l'autorisation expresse et écrite de son représentant légal, le mineur de moins de 18 (dix-huit) ans, âgé d'au moins 16 (seize) ans révolus, peut ouvrir un Compte. A cet effet, les documents d'identification requis seront ceux du représentant légal ayant donné son autorisation expresse et écrite, ceux du mineur, ainsi qu'un document attestant de la qualité du représentant légal à l'égard du mineur (livret de famille, décision de justice conférant un pouvoir de représentation).

Pour procéder à l'ouverture du Compte, l'adhérent est préalablement membre de l'association, à jour de cotisation.

L'Adhérent remplit le formulaire d'ouverture de compte sur le site www.lagonette.org, joint une copie d'une pièce d'identité en cours de validité et signe un mandat de prélèvement SEPA sur un compte en banque duquel il est titulaire ou mandataire. Il autorise l'association à prélever mensuellement un montant minimum de 20 (vingt) euros afin de créditer son compte du même montant en gonettes numériques.

La validation du formulaire par l'Adhérent vaut acceptation de la Charte de la Gonette, de ses règles de fonctionnement, de ses statuts et du présent contrat.

La double validation du mandat de prélèvement SEPA en ligne vaut signature du dit mandat SEPA.

La Gonette pourra vérifier l'identité de tout nouvel Adhérent au moyen des documents demandés. La Gonette se réserve la possibilité de demander des justificatifs complémentaires, et notamment une pièce justificative supplémentaire permettant de confirmer l'identité de l'Adhérent, afin de se conformer aux obligations légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

L'Adhérent s'engage à informer La Gonette de toute modification de sa situation personnelle.

Le Compte est ouvert dès validation par La Gonette.

L'Adhérent qui a conclu le Contrat à distance dispose d'un délai de 14 (quatorze) jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier son choix. Il ne supportera pas de pénalité du simple fait de l'exercice de son droit de rétractation. Le délai court soit à compter du jour où le Contrat est conclu, soit à compter du jour où l'Adhérent reçoit les conditions contractuelles et les informations, si cette date est postérieure à la date où le Contrat est conclu. L'Adhérent qui souhaite exercer son droit de rétractation devra envoyer sa demande écrite par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

La Gonette

4 rue Imbert Colomès

69001 LYON

2. Durée du contrat et modifications des Conditions d'utilisation

2.1 Durée du contrat

Le contrat est conclu pour la même durée que l'adhésion en cours de validité de l'Adhérent à La Gonette, renouvelable par tacite reconduction, pour des durées correspondantes aux adhésions successives de l'Adhérent à la Gonette.

2.2 Modifications des Conditions d'utilisation

2.2.1 Modifications à l'initiative de La Gonette

La Gonette aura la faculté de modifier périodiquement les conditions d'utilisation, notamment les conditions tarifaires.

A cet effet, La Gonette adressera à l'Adhérent, un mois avant la date d'application envisagée, par un courriel, le projet de modification. L'absence de contestation par l'Adhérent dans ce délai vaudra acceptation par ce dernier des modifications.

En cas de refus de l'Adhérent, celui-ci peut résilier le Contrat sans frais, avant la date d'application des modifications. A défaut de résiliation dans ce délai, les modifications lui seront opposables.

2.2.2 Modifications imposées par des textes législatifs ou réglementaires

Toutes dispositions législatives ou réglementaires qui rendraient nécessaire la modification de tout ou partie du présent contrat seront applicables dès leur date d'entrée en vigueur.

3. Fonctionnement du Compte

3.1 Modalités générales de fonctionnement du Compte

Le Compte est destiné soit à recevoir des règlements en gonettes, soit à émettre des règlements au bénéfice des Adhérents de La Gonette ayant ouvert un compte en gonettes.

La Gonette enregistre sur le Compte de l'Adhérent l'ensemble des opérations effectuées par l'Adhérent depuis son Compte, conformément au Contrat.

Le Compte ne fonctionne qu'en gonettes. Il n'est possible de faire des virements qu'au bénéfice d'autres adhérents de La Gonette qui ont ouvert un Compte gonettes. Aucune opération en euros, ou en une quelconque autre devise, n'est autorisée sur le Compte.

L'Adhérent peut effectuer des retraits en gonettes papier depuis son Compte. Les retraits de gonettes papier sont effectués par l'Adhérent dans les locaux de La Gonette contre débit de même montant du Compte Gonette numérique de l'Adhérent.

Le Compte ouvert par l'Adhérent auprès de La Gonette est individuel, et ne peut être ni un compte joint, ni un compte collectif.

L'Adhérent ne bénéficie d'aucune autorisation de découvert et le solde du Compte ne peut être que créditeur ou nul.

3.2 Les modalités d'acquisition de La Gonette

L'Adhérent peut alimenter son Compte par :

- versements en euros effectués par l'Adhérent au moyen de virements et prélèvements (dont le prélèvement automatique mensuel prévu à l'ouverture du Compte) sur un compte de paiement de l'association, ces sommes étant créditées en gonettes sur le compte de l'Adhérent selon les modalités décrites ci-dessous ;
- virement d'un autre Adhérent de La Gonette (par exemple au titre d'un don ou du paiement d'une partie des salaires ou primes de l'Adhérent en gonettes).

Pour alimenter son compte en gonettes, l'Adhérent se connecte sur www.lagonette.org avec son identifiant et son mot de passe et accède au menu «Créditer mon compte». Il suit la procédure indiquée afin d'indiquer le montant à créditer en gonettes ainsi que le moyen de paiement de la somme en euros. Le montant minimum des versements en ligne par prélèvement, virement ou carte bancaire est de 20 (vingt) euros.

Un particulier ne peut pas obtenir le remboursement des gonettes créditées sur son Compte. Les modalités sont décrites à l'article 6 du présent contrat.

Modalités de remise de l'ordre de paiement par Prélèvement

Les paiements en gonettes peuvent être réalisés par voie de Prélèvement sur le Compte de l'Adhérent.

Dispositions générales : Le Titulaire (le créancier) peut émettre des Ordres de paiement par prélèvements SEPA (récurrents ou ponctuels) en euros venant créditer son Compte de paiement et débiter le compte bancaire ou de paiement du Payeur (le débiteur) ouvert dans les livres d'un Prestataire de services de paiement de la Zone SEPA. En cas de mandat ponctuel, le Titulaire n'émet qu'un seul Ordre de paiement par prélèvement. Le Prélèvement SEPA est régi par un ensemble commun de règles et de pratiques définies par les institutions européennes, relevant du prélèvement SEPA INTERENTREPRISES (réservé aux Payeurs non consommateurs) ou du prélèvement SEPA ordinaire dit « Core Direct debit » (utilisable pour tout Payeur). Avant d'émettre un Ordre de paiement par prélèvement, le Titulaire s'engage à lire attentivement la brochure relative aux prélèvements disponible sur le Site.

Formalisation du mandat : Le Titulaire s'engage à faire compléter, vérifier et faire signer le mandat de prélèvement permettant de formaliser les données de l'Ordre de paiement. Ce mandat sera établi sous la forme d'un « Mandat de Prélèvement SEPA » ou d'un « Mandat de prélèvement SEPA interentreprises » suivant le cas. Le Titulaire (créancier). Accepte ce mode de paiement de ses débiteurs venant au crédit de son Compte de paiement. Le Titulaire doit être identifié par un ICS (identifiant créancier SEPA)

valable dans toute la zone SEPA. Les modalités d'obtention d'un ICS unique pour émettre des prélèvements SEPA ou SEPA interentreprises sont prévues en Annexe 9. Le Titulaire s'engage à ce que le Mandat de prélèvement SEPA ou SEPA interentreprises soit identifié par une RUM (Référence Unique du Mandat) qui est une donnée obligatoire du prélèvement SEPA. L'autorisation de prélever n'est valable que pour le Mandat visé. Le Titulaire s'engage à ce que le Mandat de prélèvement comporte toutes les dispositions obligatoires du mandat établies par l'EPC et notamment :

- Le titre : « Mandat de prélèvement SEPA » ou « Mandat de prélèvement SEPA interentreprises » ,
- L'ICS du créancier, les coordonnées bancaires du créancier,
- La mention informant le Payeur (débiteur) de son engagement et de ses droits,
- Le nom, la raison sociale ou la dénomination commerciale du Titulaire, ainsi que son adresse, agissant en qualité de créancier, et éventuellement le tiers créancier,
- Le type de prélèvement : ponctuel ou récurrent,
- Le nom ou la raison sociale du Payeur (débiteur),
- L'adresse complète du Payeur (débiteur) et, éventuellement du tiers débiteur,
- Les coordonnées bancaires du Payeur (débiteur),
- Le lieu et la date de la signature.

Le mandat peut être complété par des données optionnelles convenues entre le débiteur et le Titulaire. Les Mandats de prélèvement doivent être conservés par le Titulaire suivant la durée légale applicable de treize (13) mois minimum à laquelle s'ajoute un délai de trente (30) jours calendaires et de quatre (4) Jours ouvrés pendant lesquels le Prestataire de services de paiement du Payeur (débiteur) recherche la preuve du consentement du Payeur, sans préjudice des autres dispositions légales qui pourraient être applicables. Il s'engage à tenir sa liste de Mandats de prélèvements à jour et de prendre en compte immédiatement toute demande de révocation de mandat dont il aurait connaissance. Un créancier peut choisir de faire signer un ou plusieurs mandats à un même débiteur en fonction du nombre de contrats qu'il a passés avec lui.

Lorsque le mandat concerne un prélèvement récurrent, il devient caduc après trente-six (36) mois sans émission de prélèvement. Aucune émission de prélèvement par le Titulaire au titre de ce mandat ne peut être alors effectuée.

Transmission d'un Ordre de paiement : Un Ordre de paiement par prélèvement donné par le Titulaire pour être valablement transmis pour exécution au Prestataire de services de paiement du débiteur devra comprendre les informations suivantes :

- le montant en euros,
- la référence unique de Mandat de prélèvement SEPA concerné,
- la date du prélèvement, qui ne peut être inférieure à J+2 Jours ouvrés,
- la périodicité,
- le motif de l'Ordre de paiement.

Cet Ordre de paiement donné par le Titulaire (créancier) à l'Etablissement devra répondre aux exigences techniques prévues par le règlement européen N°260/2012.

Il appartient au Titulaire de vérifier la réception d'un mandat signé l'autorisant à émettre au débit du compte du débiteur un tel Ordre de paiement avant de l'émettre. Le cas échéant, il doit s'abstenir de donner un tel Ordre. Le Titulaire doit notifier tout prélèvement SEPA au débiteur au moins quatorze (14) jours calendaires avant sa date d'échéance. Il doit fournir au débiteur la possibilité de pouvoir révoquer son Mandat de prélèvement à tout moment. Tous les Ordres de paiement par prélèvement sont horodatés et conservés pendant la durée légale de conservation. Il est prévu que le Titulaire transmette le Mandat de prélèvement et le premier Ordre de paiement par prélèvement à l'Etablissement au moins onze (11) jours calendaires avant la date d'échéance.

R-Transaction: Il est expressément prévu que le Titulaire (créancier) pourra rappeler un Ordre de paiement par prélèvement sous réserve que l'Etablissement reçoive sa demande avant de l'avoir transmis dans les systèmes d'échange interbancaires. En cas de rejet technique, de retour à l'initiative du Prestataire de services de paiement du débiteur ou de refus du débiteur de l'Ordre de paiement par prélèvement transmis par l'Etablissement, le Partenaire génère immédiatement un message d'alerte indiquant au Titulaire que l'Ordre de paiement n'a pas pu être accepté, invitant ce dernier selon le motif à réessayer ultérieurement et à se rapprocher de l'Etablissement. Ce rejet, retour ou refus peut respectivement résulter d'un Ordre de paiement incomplet ou d'un problème technique, d'un Ordre de paiement erroné, d'un défaut de provision du compte du Payeur (débiteur). Le Titulaire (créancier) s'engage à accepter ces rejets, retours ou refus présentés à l'Etablissement.

En cas de demande de remboursement par le Payeur à son prestataire, il appartient au Titulaire de

répondre aux requêtes présentées par le Prestataire de services de paiement du Payeur qui lui sont transmises par l'intermédiaire du Partenaire par tout moyen et de transmettre le Mandat signé sur demande. Il dispose de sept (7) Jours ouvrés pour répondre suivant les mêmes moyens de communication. Le Titulaire s'engage à accepter la contrepassation de l'Ordre de paiement par prélèvement dès lors que l'Etablissement lui confirme avoir reçu une demande de remboursement pouvant inclure des intérêts compensatoires.

Réception des fonds : L'Etablissement perçoit les fonds au nom et pour le compte du Titulaire et crédite le Compte de paiement du Titulaire au plus tard à la fin du Jour ouvré au cours duquel son propre compte a été crédité des fonds, sous réserve d'une éventuelle contrepassation en cas de retour présenté dans les cinq Jours ouvrés suivant la date du crédit. Après l'exécution de l'Opération de paiement par prélèvement, le Titulaire reçoit un récapitulatif reprenant les informations suivantes : montant, date et heure, numéro de l'Opération de paiement, nom du débiteur, numéro de son compte, référence du Compte de paiement.

Prélèvement SEPA interentreprises disposition dérogatoire : Le Mandat de prélèvement SEPA interentreprises doit expressément prévoir que le Payeur (débiteur) ne peut pas prétendre à un remboursement de la part de l'Etablissement après le débit de son Compte de paiement, lorsqu'il s'agit d'une contestation d'un Ordre de paiement par prélèvement non autorisé. Le Titulaire s'engage à ne pas proposer de Mandat de prélèvement SEPA interentreprises à des Payeurs (débiteurs) non consommateurs. Le Titulaire s'engage à répondre dans les sept (7) Jours ouvrés à toute demande d'enquête pour Ordre de paiement par prélèvement non autorisé ou erroné relatif à un prélèvement SEPA interentreprises, déclenchés dans un délai de treize (13) mois à compter du débit du Compte du débiteur. A défaut de réponse dans les sept (7) Jours ouvrés, le Titulaire accepte le débit.

3.3 Moyens de paiement disponibles

L'Adhérent peut disposer du solde disponible du Compte pour réaliser des opérations en faveur de tout détenteur d'un compte auprès de La Gonette, conformément aux Conditions Générales d'Utilisation.

Ces opérations sont initiées :

- au moyen de virements depuis le Compte, effectués par internet sur le site www.lagonette.org ou à partir d'une application smartphone, grâce à un mot de passe choisi par l'Adhérent et dans les conditions établies à l'article 3.4.1 ci-dessous (les Virements) ;
- au moyen de prélèvements depuis le Compte, autorisés et effectués dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 ci-dessous (les Prélèvements).

3.4 Conditions particulières à l'ordre de paiement par virement

L'ordre de paiement est émis au moyen d'Internet ou à partir de l'application smartphone bénéficiant d'une connexion internet, par l'identification de l'Adhérent sur le site de La Gonette, lui donnant un accès sécurisé au Compte, grâce au dispositif de sécurité personnalisé décrit ci-dessous à l'article 3.5.1.

L'opération par Virement est effectuée via un formulaire à remplir en ligne, dans lequel l'Adhérent doit fournir :

- les coordonnées du compte bénéficiaire de l'ordre de règlement,
- le montant du règlement.

3.5 Conditions communes aux opérations de paiement par Virement et par Prélèvement

3.5.1 Dispositif de sécurité personnalisé

Un dispositif de sécurité personnalisé est fourni confidentiellement, personnellement et uniquement à l'Adhérent par La Gonette pour les paiements par Virement ou par Prélèvement, sous la forme d'un identifiant (l'adresse courriel ou le numéro d'adhérent) associé à un mot de passe propre à l'Adhérent pour se connecter au Compte via Internet ou depuis une application smartphone (le Code Personnel).

L'Adhérent doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de son Code Personnel. Il doit donc le tenir absolument secret et ne pas le communiquer à qui que ce soit. Il ne doit notamment pas

l'inscrire sur un quelconque document et doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets.

3.5.2 Modalités d'utilisation des moyens de paiement

L'Adhérent doit s'assurer, préalablement à chaque opération, de l'existence au Compte d'un solde suffisant et disponible et le maintenir jusqu'au débit correspondant.

La Gonette reste étrangère à tout différend commercial, c'est-à-dire autre que relatif à l'opération de paiement, pouvant survenir entre l'Adhérent et un autre adhérent de La Gonette. L'existence d'un tel différend ne peut justifier le refus d'honorer les sommes dues à La Gonette.

3.5.3 Forme et irrévocabilité du consentement de l'Adhérent

L'Adhérent donne son consentement pour réaliser une opération (ou, le cas échéant, pour une série d'opérations) :

- Pour les paiements par Virement, par la validation informatique du formulaire de virement en ligne.
- Pour les paiements par Prélèvement, en remplissant et en signant une «autorisation de prélèvement» et en adressant ou remettant ces documents au créancier accompagné du relevé d'identité de compte de l'Adhérent.

L'opération de paiement ne pourra être autorisée par La Gonette, conformément au paragraphe 3.5.4, que si l'Adhérent a donné son consentement sous l'une des formes définies ci-dessus.

Dès sa réception par La Gonette, l'opération de paiement est irrévocable.

Toutefois, en cas de Prélèvement, ou si l'Adhérent est convenu avec l'Association que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où l'Adhérent aura crédité son Compte, l'Adhérent peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard, à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit du Compte.

3.5.4 Réception et exécution par La Gonette de l'ordre de paiement

Pour se conformer à la réglementation en vigueur, La Gonette informe l'Adhérent que l'ordre de paiement est reçu par La Gonette au moment où l'Adhérent valide le formulaire de virement en ligne, en cas de paiement par Virement.

Dans tous les cas, l'opération apparaît sur le compte de l'Adhérent. La traçabilité des opérations est assurée.

Les opérations reçues et validées par La Gonette sont automatiquement et, en principe, immédiatement imputées au Compte, à moins d'une interdiction en vertu d'une disposition nationale ou de toute circonstance nécessitant une intervention spécifique de La Gonette.

L'opération de paiement est effectuée dans sa totalité si le solde créditeur du Compte le permet.

Si le solde créditeur du compte ne permet pas d'effectuer la totalité de l'Opération, alors celle-ci est refusée.

Le cas échéant, La Gonette notifie à l'Adhérent, par tout moyen et au plus vite, son impossibilité ou refus d'exécuter une opération de paiement. Il lui communique le motif du refus.

3.5.5 Relevés des opérations

La Gonette mettra à disposition de l'Adhérent, en ligne, un relevé des opérations réalisées sur le Compte. L'Adhérent doit imprimer ou télécharger ses relevés d'opérations, afin de pouvoir les conserver au-delà de la période de mise à disposition en ligne de 12 (douze) mois.

L'Adhérent peut également consulter, à tout moment, ses opérations sur le site Internet de La Gonette, dans la limite d'une antériorité des opérations de 12 (douze) mois à compter de la date d'exécution de l'opération par La Gonette. Il peut les imprimer et exporter les opérations, page par page.

En cas de résiliation du contrat, l'Adhérent ne pourra plus consulter en ligne les relevés d'opérations. Il lui appartient donc de procéder à la sauvegarde de ces relevés avant la résiliation effective dudit contrat.

Aucun relevé des opérations ne sera adressé par voie postale, sauf demande expresse.

3.5.6 Responsabilité de La Gonette

Sauf en cas de force majeure ou de communication de données inexactes par l'Adhérent, l'Association est responsable de la bonne exécution de l'opération de paiement.

La Gonette sera responsable des pertes directes encourues par l'Adhérent dues au mauvais fonctionnement du système sur lequel La Gonette a un contrôle direct.

La Gonette ne sera pas tenue responsable d'une perte due à une panne technique du système si celle-ci était signalée à l'Adhérent de manière visible sur le site internet ou l'application mobile, selon les cas.

3.5.7 Recevabilité des oppositions

Dès qu'il a connaissance de la perte, du vol, du détournement ou de toute utilisation frauduleuse de son Code Personnel, l'Adhérent doit dans les meilleurs délais faire opposition dans son espace adhérent sur le site www.lagonette.org. Il doit également confirmer cette opposition au plus vite à La Gonette, par courrier ou par courriel.

L'opposition est prise en compte dès réception. Elle entraîne un blocage des virements à partir du Compte. Une trace de l'opposition est conservée pendant 18 (dix huit) mois par La Gonette, qui la fournit à l'Adhérent à sa demande pendant cette même durée.

La Gonette ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas de l'Adhérent.

En cas de vol, d'utilisation frauduleuse ou de détournement des Codes Personnels, La Gonette peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte.

L'Adhérent pourra :

- réactiver la fonction «virements» sur son espace adhérent,
- demander un nouveau Code Personnel à La Gonette.

3.6 Responsabilité de l'Adhérent

3.6.1 Principe

L'Adhérent est responsable de l'utilisation et de la conservation du Code Personnel. Il doit l'utiliser conformément aux finalités spécifiées et assume, conformément au paragraphe «Opérations non autorisées effectuées avant l'Opposition» ci-dessous, les conséquences de l'utilisation du Code Personnel tant qu'il n'a pas fait d'opposition dans les conditions prévues à l'article 3.5.7.

3.6.2 Opérations non autorisées effectuées avant l'Opposition

Les opérations consécutives à la perte ou au vol du Code Personnel sont à la charge de l'Adhérent dans les limites prévues par la loi.

En outre :

- L'Adhérent est responsable des annulations, oppositions, réclamations, frais, amendes, pénalités et autres responsabilités auxquels peuvent être exposés La Gonette ou les tiers dus à l'utilisation des services fournis dans le cadre du contrat et/ou découlant d'un manquement de la part de l'Adhérent aux conditions d'utilisation. L'Adhérent accepte de rembourser La Gonette ou les tiers en cas d'engagement de l'une quelconque de ces responsabilités.
- Dans le cas où l'Adhérent est responsable du règlement de tout montant dû à La Gonette, La Gonette peut immédiatement débiter le-dit montant du solde du Compte de l'Adhérent (dans la mesure des fonds disponibles). Si les fonds de ce solde sont inférieurs au montant de la réclamation, La Gonette se réserve le droit de collecter la dette de l'Adhérent en utilisant des règlements reçus sur le Compte de l'Adhérent. Sinon, l'Adhérent accepte de rembourser La Gonette par d'autres modes de règlement. La Gonette peut également récupérer tout montant dû par des moyens légaux, notamment en faisant appel à une agence de recouvrement.
- Si un tiers effectue une réclamation, une opposition ou une annulation, La Gonette suspendra temporairement les fonds en question sur le Compte de l'Adhérent afin de couvrir le montant total du règlement qui fait l'objet de la réclamation, de l'opposition ou de l'annulation. Une suspension en vertu de cette clause ne restreindra aucunement l'utilisation du Compte en ce qui concerne les fonds autres que ceux faisant l'objet du litige ou présentant un risque dans le cadre de la réclamation, de l'opposition ou de l'annulation, à moins que La Gonette n'ait une autre

raison de procéder ainsi. Si le litige est résolu en faveur de l'Adhérent, La Gonette annulera la suspension temporaire et rétablira l'accès de l'Adhérent aux fonds en question. Si le litige n'est pas résolu en faveur de l'Adhérent, La Gonette retirera les fonds de son Compte.

3.6.3 Opérations non autorisées effectuées après l'Opposition

Les opérations non autorisées effectuées après l'opposition sont à la charge de La Gonette, à l'exception des opérations effectuées par l'Adhérent.

3.6.4 Exceptions

Toutes les opérations non autorisées sont à la charge de l'Adhérent, sans limitation de montant :

- si l'Adhérent, intentionnellement ou par négligence grave, n'a pas satisfait aux obligations mentionnées aux présentes Conditions d'Utilisation ;
- en cas d'agissement frauduleux de l'Adhérent.

3.6.5 Remboursement des débits non autorisés

L'Adhérent est remboursé du montant des débits qu'il conteste de bonne foi, dans le cas d'opérations non autorisées telles que décrites précédemment, ainsi que du montant des opérations mal exécutées, de telle manière que le Compte est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, sous réserve :

- qu'il ne s'agisse pas d'opérations entrant dans le cadre des exceptions mentionnées ci-dessus ;
- que l'Adhérent ait contesté l'opération dans le délai de réclamation lui étant imparti, conformément à l'article 3.8 ci-dessous.

3.7 Durée des conditions relatives aux moyens de paiement et résiliation

A compter de la résiliation, le compte est clôturé. L'Adhérent n'a plus le droit d'utiliser son Code Personnel.

Toute fausse déclaration ou usage abusif du Code Personnel peut également entraîner la résiliation immédiate du contrat.

3.8 Réclamations

L'Adhérent dispose d'un délai de 13 (treize) mois pour contester une opération de paiement non autorisée ou qui a été mal exécutée.

L'Adhérent dispose d'un délai de 8 (huit) semaines pour contester une opération autorisée mais dont l'Adhérent ne connaissait pas le montant exact, dès lors que ce montant a été supérieur à celui auquel il s'attendait raisonnablement.

Le délai commence à courir au jour du débit de l'opération contestée, telle qu'indiquée sur le relevé des opérations communiqué à l'Adhérent conformément à l'article 3.5.5.

Lorsque l'Adhérent conteste avoir donné son consentement pour réaliser une opération de paiement, ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, c'est à l'Association d'apporter la preuve que l'opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée conformément à l'art. 3.5.4, et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique.

Cette preuve peut être apportée par tous moyens.

L'Association se réserve la possibilité de demander à l'Adhérent tout document justificatif au soutien de sa réclamation (le justificatif de l'ordre de paiement). En cas de fraude ou de suspicion de fraude commise par un tiers identifié ou non, l'Association peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte.

L'Association reste étrangère à tout différend commercial pouvant intervenir entre deux Adhérents. Seules les réclamations qui portent sur l'absence ou la mauvaise exécution de l'ordre de paiement donné par l'Adhérent à l'Association sont visées par le présent article.

3.9 Découvert

Le solde du Compte doit rester toujours créditeur et l'Adhérent ne bénéficie d'aucune autorisation de découvert.

4. Activités interdites

Dans le cadre de l'utilisation du Compte, ou dans ses relations avec La Gonette, un autre utilisateur du Compte ou un tiers, l'Adhérent ne doit pas :

- manquer aux présentes Conditions d'Utilisation ou à tout autre contrat conclu avec La Gonette en lien avec celui-ci ;
- violer une loi, un règlement ou un contrat (notamment, les dispositions relatives aux services financiers, à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à la protection des consommateurs, à la concurrence déloyale, à la non-discrimination ou à la publicité mensongère) ;
- porter atteinte à un droit d'auteur, un brevet, une marque déposée, un secret de fabrication ou tout autre droit de propriété intellectuelle, ainsi qu'à tout droit à la protection de la personnalité ou de la vie privée, qu'ils appartiennent à La Gonette MLC ou à un tiers ;
- promouvoir de quelque manière que ce soit à ses adhérents ou à un tiers un instrument de règlement ou de crédit émis ou co-marqué «Gonettes» présenté comme une source d'approvisionnement pour les règlements sans l'autorisation préalable écrite de La Gonette et de l'émetteur dudit instrument de règlement de crédit et/ou en enfreignant les conditions générales d'une telle promotion définies par La Gonette MLC et l'émetteur de cet instrument ;
- agir d'une manière constitutive d'obscénité, de diffamation, de calomnie, de menace ou de harcèlement ;
- fournir des informations fausses, inexactes ou trompeuses ;
- envoyer ou recevoir ce que La Gonette pense, de manière raisonnable, être des fonds potentiellement frauduleux ou non autorisés ;
- refuser de coopérer dans le cadre d'une enquête ou de fournir la confirmation de son identité ou de toute information fournie ;
- effectuer toute tentative de double récupération ou d'action pouvant aboutir à un enrichissement sans cause au cours d'un litige par la réception ou la tentative de réception de fonds provenant à la fois de La Gonette et du vendeur, de la banque ou de l'émetteur de sa carte pour la même transaction ;
- utiliser un proxy permettant d'assurer son anonymat ;
- contrôler un Compte lié à un autre compte impliqué dans une des activités interdites définies au présent article ;
- conduire ses affaires ou utiliser le Compte ou toute autre prestation entrant dans le cadre du Contrat d'une manière qui génère ou risque de générer des litiges, réclamations, annulations, oppositions, frais, amendes, pénalités et d'autres responsabilités pour La Gonette MLC, un autre utilisateur de Compte, un tiers ou lui-même ;
- provoquer la réception d'un nombre disproportionné de réclamations fermées en faveur du demandeur concernant son compte ou sa personne ;
- effectuer des opérations aboutissant ou pouvant aboutir à un solde débiteur de son Compte ;
- entreprendre des activités qui présentent ou peuvent présenter un risque de crédit ou de fraude, une augmentation soudaine d'exposition, ou un niveau significatif ou autrement préjudiciable d'exposition (tel que La Gonette peut raisonnablement le croire sur la base des informations dont il dispose) ;
- divulguer ou distribuer à un tiers les informations d'un autre utilisateur des services fournis dans le cadre des présentes Conditions d'Utilisation, ni utiliser ces informations à des fins de commercialisation, sans avoir reçu le consentement exprès de cet utilisateur en ce sens ;
- envoyer des courriels non sollicités à un utilisateur de Compte ou utiliser les services fournis dans le cadre du contrat pour collecter des règlements afin d'envoyer, ou d'aider à envoyer, des courriels non sollicités à des tiers ;
- entreprendre une action imposant une charge déraisonnable ou disproportionnée sur l'infrastructure de La Gonette ;
- transmettre des virus, chevaux de Troie, vers ou tout autre programme informatique pouvant endommager, gêner, intercepter subrepticement ou exproprier tous systèmes, données ou autres

- informations personnelles ;
- utiliser tout robot, « spider », autre dispositif automatique ou procédure manuelle permettant de contrôler ou de copier le site de La Gonette sans l'autorisation écrite préalable de cette dernière ;
 - utiliser tout dispositif, logiciel ou programme permettant de dévier les en-têtes d'exclusion automatiques de La Gonette, ou d'interférer ou de tenter d'interférer avec le site Internet de La Gonette MLC ou les services fournis dans le cadre du Contrat ;
 - copier, reproduire, communiquer à un tiers, altérer, modifier, créer des œuvres dérivées, afficher de façon publique ou cadrer un contenu quelconque du (ou des) site(s) Internet de La Gonette sans son consentement écrit ou celui du tiers compétent ;
 - prendre toute action pouvant faire perdre à La Gonette l'un des services fournis par ses fournisseurs de services Internet, ses sociétés de traitement de règlements ou d'autres fournisseurs ;
 - communiquer le ou les mots de passe de son Compte à quiconque, ni utiliser ceux d'autres utilisateurs de Comptes. La Gonette n'est pas responsable des pertes que l'Adhérent subit, y compris, notamment, l'utilisation de son Compte par toute personne autre que lui résultant d'une mauvaise utilisation des Codes Personnels ;
 - faire, omettre, ou tenter toute autre action ou chose pouvant interférer avec le fonctionnement correct du Compte ou des activités exécutées dans le cadre du contrat ou non conformément aux termes du contrat ;
 - permettre que l'utilisation que l'Adhérent fait du Compte présente à La Gonette MLC un risque de non-conformité avec les obligations légales ou réglementaires de La Gonette.

L'Adhérent accepte que le fait de s'engager dans l'une des activités interdites par le présent article diminue la sécurité de l'accès et de l'utilisation par lui et par les autres utilisateurs de Comptes et des services fournis dans le cadre du Contrat.

5. Informations

La Gonette se réserve le droit de demander à l'Adhérent des informations supplémentaires, autres que celles qui sont indiquées dans le contrat. L'Adhérent accepte de répondre à toute demande d'informations complémentaires, effectuée de manière raisonnable par La Gonette. Dans ce cadre, La Gonette peut notamment être amenée à demander à l'Adhérent de lui envoyer par courriel ou de toute autre manière certains documents d'identification (à l'exclusion de son Code Personnel).

6. Remboursement de Gonettes en Euros

L'Adhérent ne peut demander le remboursement des unités en gonettes créditées sur son Compte, et ce conformément au cadre légal imposé par l'ACPR aux titres de paiement non régulés.

7. Sort du compte en cas de décès

Le décès de l'Adhérent met fin au contrat, dès que le décès est porté à la connaissance de La Gonette. Les ayants droit ou le notaire en charge de la succession disposent de 6 (six) mois à compter du décès pour demander à La Gonette le remboursement des Gonettes en Euros. Les opérations intervenant à compter du décès, sauf si elles sont effectuées par les ayants droit ou le notaire en charge de la succession pour apurer le Compte, sont considérées comme n'ayant pas été autorisées.

Outre ces stipulations particulières, le Compte est clôturé conformément à l'article 8.

8. La clôture du Compte

À l'initiative de l'Adhérent

L'Adhérent peut résilier, à son initiative, le Contrat par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Association, et demander la clôture du Compte moyennant un préavis minimum de

30 (trente) jours avant la date d'échéance du Contrat.

La résiliation du contrat à l'initiative de l'Adhérent ne donne lieu à la perception d'aucun frais de la part de La Gonette.

Dans le cas de la résiliation du contrat à l'initiative de l'Adhérent, La Gonette n'assurera pas le remboursement des gonettes sur son Compte.

À l'initiative de La Gonette

La Gonette peut résilier à tout moment le contrat par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Adhérent, moyennant un préavis de 60 (soixante) jours.

Cependant, en cas de décès de l'Adhérent ou de comportement gravement répréhensible, La Gonette peut procéder immédiatement à la clôture du Compte, sans préavis.

L'ouverture d'une procédure de surendettement de l'Adhérent ne constitue pas un motif de résiliation du contrat.

9. Conséquences de la résiliation du contrat

A l'issue du préavis applicable, La Gonette adresse à l'Adhérent un état de situation, le contrat est résilié et le Compte est clôturé. Plus aucune opération ne peut intervenir à compter de la date d'échéance.

10. Données personnelles

Les données personnelles concernant l'Adhérent que La Gonette est amenée à recueillir sont utilisées par La Gonette, responsable du traitement, pour les finalités suivantes :

- gestion interne ;
- gestion de la relation adhérent, notamment des moyens de règlement, évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, recouvrement ;
- réponse aux obligations légales et réglementaires.

La Gonette se conforme à toute obligation légale ou réglementaire, en matière de protection des données personnelles des Adhérents.

L'Adhérent accepte expressément, et pendant toute la durée de sa relation avec La Gonette, que les données personnelles le concernant soient transmises à toute personne dans les conditions requises par la loi.

Ces données personnelles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification et d'opposition dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'Adhérent peut obtenir une copie des données le concernant et, le cas échéant, les faire rectifier par courrier adressé à La Gonette.

Outre les cas où la loi le prévoit, aucune obligation de secret légale, réglementaire ou résultant de stipulations contractuelles entre La Gonette et l'Adhérent ne peut être opposée à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Toute déclaration fautive ou irrégulière pourra faire l'objet d'un traitement spécifique destiné à prévenir la fraude au sein de La Gonette.

11. Communication des données

Toutes les communications émises par La Gonette, sauf s'il en est expressément convenu autrement dans le contrat, se font par publication sur le site www.lagonette.org. Il incombe à l'Adhérent de consulter ce site régulièrement.

12. Conditions tarifaires

Les frais perçus au titre du contrat sont récapitulés dans le tableau des conditions tarifaires figurant en annexe.

Toute modification de ces frais est communiquée par écrit à l'Adhérent au moins 2 (deux) mois avant la date d'application de la nouvelle tarification, notamment par le biais de son relevé de compte ou sur tout

autre support durable. L'absence de contestation de l'Adhérent avant la date d'application vaut acceptation de sa part.

13. Loi applicable, tribunaux compétents, langue

La loi applicable au contrat est la loi française. Le contrat doit être interprété selon le droit français. Tous litiges relatifs au contrat ou à ses suites (notamment pour ce qui concerne sa validité, son interprétation ou son exécution) seront de la compétence exclusive des tribunaux compétents en matière civile.

La langue utilisée est le français.

Annexe

Grille tarifaire et limites d'utilisation

ADHESION GONETTE	MONTANT
Adhésion annuelle Gonette	Montant libre, conscient et solidaire. Montant indicatif : 20 € / an
OUVERTURE, FONCTIONNEMENT ET SUIVI COMPTE	MONTANT
Ouverture du compte Gonette	GRATUIT
Application mobile	GRATUIT
Relevé de compte électronique en ligne (12 mois)	GRATUIT
Commission de change d'euros en gonettes par CB	Frais appliqué par votre prestataire de service de paiement
Contribution sur les transactions entre un compte particulier et un compte professionnel	0%
Frais de tenue de compte inactif (après 6 mois d'inactivité d'un compte)	1 gonette / mois
Clôture du compte Gonette	GRATUIT
Délai de débit – crédit des comptes Gonette	AUCUN
LIMITES D'UTILISATION	MONTANT
Montant minimum de change d'euros en gonettes lors de l'ouverture du compte	20,00
Montant minimum de change d'euros en gonettes suite à l'ouverture du compte	20,00
Montant maximum de change d'euros en gonettes par transaction	2 500,00
Montant maximum de change d'euros en gonettes par an	15 000,00

Montant maximum par transaction en gonettes	2 500,00
Solde négatif maximum du compte Gonette	0,00
Solde positif maximum du compte Gonette	15 000,00